

*En collaboration avec*

---

# Compte-rendu de l'Atelier de réflexion sur la pratique de la recherche partenariale

---

*Par Félix Lalonde,  
Étudiant au baccalauréat en sociologie  
Université de Montréal  
felix.lalonde.2@umontreal.ca*

**Le GIREPS a organisé une table ronde sur la recherche partenariale le 30 mars 2017 grâce à la participation de cinq femmes, trois issues de milieux communautaires (Berthe Lacharité, Sylvie Guyon et Sylvia Bissonnette) ainsi que deux du milieu académique (Elsa Galerand et Lyne Kurtzman). Conjointement organisée avec le groupe communautaire de Relais-femmes et le RéQEF, la rencontre s'est avérée enrichissante sur les enjeux, problèmes et limites que pose ce type de recherche grâce à la mise en relief les expériences spécifiques des présentatrices.**

Berthe Lacharité, de Relais-femmes et aussi membre du GIREPS a initié l'activité avec une brève présentation de son groupe et de son rôle en tant qu'agente de de liaison entre le communautaire et l'université. Le rôle de Relais-femmes consiste à accompagner et encadrer les chercheur-ses qui souhaitent réaliser une recherche dans le communautaire ou, à l'inverse, trouver des

chercheur-ses pour les groupes communautaires s'engageant dans un processus de recherche. Elle a insisté sur le fait que la démarche de recherche doit se réaliser dans un rapport égalitaire du début à la fin, c'est-à-dire éviter les échanges qui impliquent une hiérarchie et permettre aux divers groupes de contribuer à la direction de la recherche. Selon Berthe Lacharité, la recherche partenariale permet le développement de nouvelles connaissances produites au croisement des expertises spécifiques. Quant au rôle de liaison plus spécifiquement, la présentatrice a souligné que celui-ci est notamment de permettre l'accessibilité aux résultats de la recherche, tant dans la diffusion que dans le langage utilisé lors de la rédaction des documents produits. Enfin, elle a insisté sur le fait que la recherche partenariale doit aussi être pensée pour contribuer au développement des pratiques des groupes qui sont impliqués dans la démarche.

La première participante invitée était Sylvie Guyon de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Sa

présentation a consisté à discuter des réussites et des échecs expérimentés dans le cadre de recherches partenariales impliquant son groupe communautaire. Selon elle, l'un des principaux enjeux rencontrés dans la recherche partenariale est l'instrumentalisation des groupes communautaires par les chercheur-ses (et vice-versa). En effet, d'une part les milieux de pratique peuvent devenir une « porte d'entrée » pour l'accès au « terrain » de recherche ainsi qu'une source de légitimité en vue d'obtenir du financement pour la réalisation du projet de recherche. La présentatrice a également déploré le fait que les chercheur-ses ne partagent pas toujours les résultats de la recherche avec les praticien-nes concerné-es. D'autre part, les groupes communautaires peuvent aussi tenter d'instrumentaliser les chercheurs-ses lorsqu'ils s'engagent dans des recherches en escomptant des résultats spécifiques sur lesquels ils comptent s'appuyer pour obtenir du financement. Sylvie Guyon a ensuite identifié quelques autres obstacles à la réalisation de recherches partenariales : l'utilisation d'un langage surchargé de méthodologie, une revue de littérature trop lourde ou encore l'absence de prise en compte par les chercheur-ses des horaires des partenaires (elle cite en exemple des colloques de plusieurs journées et/ou durant les horaires de travail des intervenant-es). Selon elle, les conditions à mettre en place pour la réalisation d'une recherche partenariale réussie sont 1) des échanges respectueux de l'expertise spécifique de chacun-e ; 2) la création d'espace-temps consacrés à ces échanges ; 3) la présence de « passeurs », c'est-à-dire des individus qui ont un pied à la fois dans l'univers académique et dans le communautaire, ainsi que 4) des chercheur-ses « proactifs » dans le communautaire, en d'autres mots, qui participent au quotidien des intervenant-es, qui s'intéressent à leurs formations, pratiques d'intervention, etc. En bref, il est attendu des chercheur-ses qu'ils et elles visent à améliorer les conditions de vie des usager-ères ainsi que des travailleurs-ses du milieu communautaire. Il est enfin primordial que les chercheur-ses soient ouverts-es aux critiques et à la remise en question de leur propre pratique de recherche. Finalement, Sylvie Guyon a évoqué trois éléments du contexte institutionnel qui limitent la recherche partenariale, soit : 1) le fait que les résultats

n'amènent pas de changements ou de renouveau politique vers une justice sociale, 2) les normes universitaires dévalorisent le rapprochement aux praticien-nes et au « terrain », ainsi que 3) le sous-financement du secteur communautaire réduit le temps pouvant être consacré à la recherche, ce qui mine la possibilité de changer les pratiques.

La troisième présentation a porté sur les contraintes, enjeux et problèmes auxquels font face les chercheur-ses en milieu universitaire. La professeure de sociologie à l'UQAM et membre du GIREPS Elsa Galerand s'est basée sur son expérience de recherche avec l'Organisation des Femmes Philippines du Québec - Filipino Women's Organization in Quebec (PINAY) afin de d'aborder les enjeux et conditions de recherches avec lesquels les chercheur-ses doivent composer. Selon elle, le contexte néolibéral actuel exige des chercheur-ses qu'ils et elles publient plus souvent, en plus grande quantité, individuellement et à l'international, ce qui a pour effet, bien souvent, de les amener à produire des recherches éloignées des enjeux locaux. De plus, la mise en concurrence des chercheur-ses décourage le travail académique collectif et par la même occasion la construction de partenariats avec les milieux de pratique. Par conséquent, le contexte académique actuel éloigne les chercheur-ses de la mise en action des résultats de recherche dans le quotidien des intervenant-es et/ou des usager-ères qui en bénéficieraient. Paradoxalement, la chercheuse remarque que la distanciation entre *travail* académique et *travail* d'intervention sur le terrain, qui pouvait autrefois caractériser les sciences sociales, semble s'effacer peu à peu par l'intérêt soutenu pour les épistémologies de transformation sociale. En effet, les savoirs militants, les épistémologies féministes, antiracistes, postcoloniales ont « la cote » dans les universités et les chercheur-ses sont de moins en moins réfractaires à vouloir développer ce type d'épistémologie. Cependant, la chercheuse note que si les épistémologies mobilisées sont davantage critiques, les conditions de travail des chercheur-ses sabotent tout réel projet visant à transformer leurs recherches en véritables praxis, notamment à cause des contraintes de production scientifique évoquées précédemment. Finalement, Elsa Galerand propose de dépasser le « discours

moralisateur » qui traverse la recherche féministe, par exemple, et éviter de réfléchir en termes de bonne ou mauvaise volonté des chercheur-ses de faire de leur recherche une praxis. Elle propose comme piste de réflexion de penser et agir davantage sur les conditions de production des connaissances scientifiques qui minent l'ambition de faire de la recherche militante. En somme, pour la chercheuse il s'agit de se pencher sur le problème des conditions de recherches des chercheur-ses et de résister à la division du travail entre recherche et militantisme.

La quatrième invitée était Lyne Kurtzman. Elle travaille au Service aux collectivités de l'UQAM, un organisme qui vise à soutenir l'association des groupes communautaires avec l'université afin de répondre à leurs besoins spécifiques. Pour elle, l'enjeu principal et fondamental concernant la recherche partenariale est l'instauration d'un rapport non instrumental et dialogique. Dans cette optique, le rapport entre les groupes universitaires et académiques doit se fonder sur un respect mutuel des méthodologies respectives et la rédaction de résultats de recherche dans un vocabulaire accessible pour tous et toutes. Plus concrètement, la relation de recherche doit s'appuyer sur quatre principes : 1) les intérêts et les visions des groupes doivent converger dans une direction ; 2) toutes les parties concernées doivent être actives dans la recherche - tous et toutes doivent être considéré-es comme des producteur-trices de connaissances ; 3) il est primordial de reconnaître les savoirs et connaissances des membres participant-es et pour cela, il est nécessaire de créer une rupture dans la hiérarchie entre savoirs universitaires et savoirs « de terrain », et enfin 4) l'organisation de la recherche doit être réalisée sur un pied d'égalité où tous et toutes participent à la prise de décision, à la gestion du temps, à la distribution des rôles, à l'élaboration du budget, etc. Pour terminer, Lyne Kurtzman a souligné qu'un élément permettant d'aider à la mise en place d'un rapport partenarial est le recours à un-e médiateur-riche qui permet de créer un « espace dialogique », c'est-à-dire un espace de discussion qui permet l'échange et le partage dans lequel aucune des parties ne domine l'autre

Sylvia Bissonnette du Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au

Québec (GRFPQ), un groupe de recherche communautaire qui n'emploie aucun-e chercheur-se universitaire fut la dernière à intervenir. Pour elle, plusieurs problèmes guettent les chercheur-ses dans leurs tentatives d'entreprendre des projets de recherche partenariale. Pour illustrer son propos, Sylvia Bissonnette s'est appuyée sur son expérience de projet en partenariat avec la Faculté de médecine dentaire de l'Université McGill. Dans ce projet, les chercheur-ses - sujets à la pression du milieu académique de produire, continuellement et rapidement, de nouveaux savoirs - sont arrivé-es avec un problème de départ prédéfini et en s'attendant du groupe de recherche des réponses presque immédiates. Or, selon Sylvia Bissonnette, cette position était d'emblée problématique, car elle impliquait dès le départ un positionnement hiérarchique où les chercheur-ses réalisaient la recherche à partir des expériences des individus recrutés par le secteur communautaire, et l'enquête réalisée ne bénéficiaient en fin de compte seulement qu'aux chercheur-ses. Le remaniement de la procédure de recherche en partenariat avec le GRFPQ a cependant permis de réellement « croiser les savoirs » et de produire des connaissances inédites. Ainsi, trois problèmes peuvent conduire la recherche partenariale à s'enliser : 1) le présupposé que les chercheur-ses doivent « recueillir » des connaissances sur le « terrain » ; 2) une problématique déjà construite avant même la consultation des milieux de pratique et ; 3) la difficulté des chercheur-ses à faire de leur recherche une action militante — l'objectif ultime de la recherche partenariale. Cette dernière difficulté provient selon elle de la frilosité du milieu universitaire, selon qui la recherche militante et impliquée dans les milieux communautaires serait non-objective, partisane et donc non académique, car chargée de présupposés qui visent le changement social. Pour la présentatrice, il est important de se départir du projet d'objectivité de la recherche, car celle-ci est toujours subjective : si celle-ci ne vise pas de transformations sociales, alors elle promeut un statu quo derrière son apparente neutralité.

Les contributions des cinq présentatrices ont pu nous éclairer sur les enjeux que posent la recherche partenariale, autant du point de vue des chercheur-ses

universitaires que des intervenants en milieu communautaire. À partir de leurs expériences personnelles de recherche, elles ont exposé les bases sur lesquelles doit se construire la recherche partenariale, ainsi que les mesures à adopter afin de s'assurer de la réalisation d'un partenariat égalitaire et symétrique entre les groupes impliqués. Chacune des présentations, à sa façon, a bien démontré que la recherche partenariale « ne s'improvise pas », qu'elle demande du temps, de la rigueur et de la volonté, des « passeurs-euses », mais qu'à terme, ce type de recherche permet de donner aux groupes de pratique des outils nécessaires au changement social.

**Cette note socio-politique no 10 a été produite par le Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS) en collaboration avec le Réseau québécois en études féministes (RÉQUEF)**

**Contact:**

**514-343-6044 poste 36882  
C-5107. Pav. Lionel-Groulx  
3150, rue Jean-Brillant, Montréal (QC)  
gireps.coordo@gmail.com  
www.gireps.org**